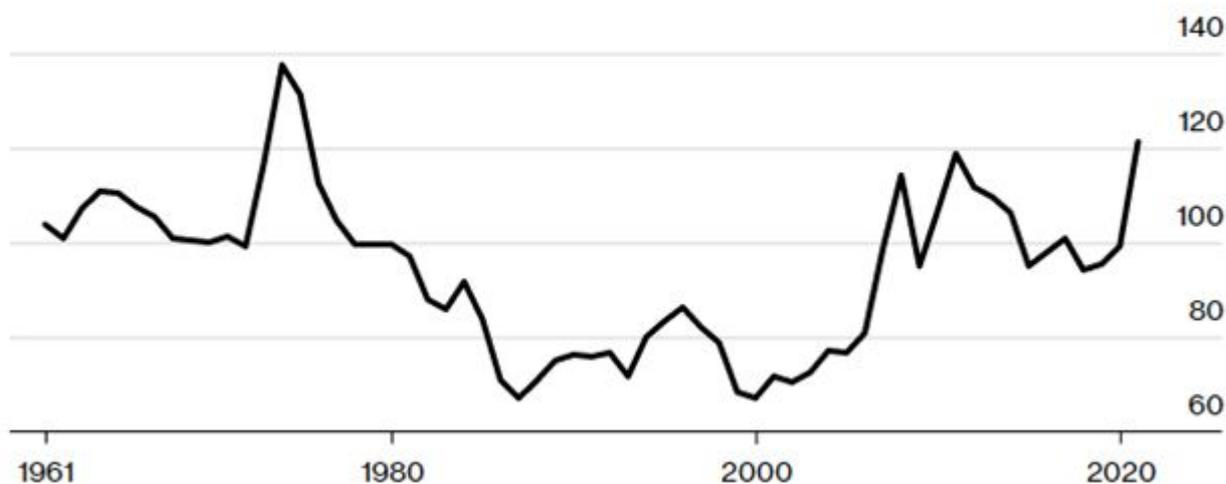


# Vers un super-cycle de dix ans d'inflation ?

## Grocery Bills

Food is more expensive than almost anytime in the past 60 years



Source: UN's FAO  
Real food price index, annualized and adjusted to inflation

Tous les signaux pour une inflation galopante et durable sont au rouge.

De l'acier au blé en passant par le caoutchouc, le bois, ou le PVC, les prix des matières premières montent en flèche et certains connaissent des pénuries.

Matériaux :

Le prix de l'aluminium et du cuivre a doublé en 1 an, celui de l'acier a plus que triplé (450 à 1900 €/t), les prix du lithium de 150 %.

Le prix du m<sup>3</sup> des bois de construction en épicéa était de 300 € il y a 1 an ; actuellement : 800 €.

Le prix de la pâte à papier a flambé, déstructurant la filière.

Le prix des puces électroniques s'est également envolé, il y a une pénurie de composants électroniques.

Aliments :

Les prix mondiaux des produits alimentaires sont en hausse de 33 % en rythme annuel. La nourriture n'a jamais été aussi chère depuis 60 ans selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En Angleterre il y a pénurie sur le poulet, dans l'Hexagone le blé dur manque pour les fabricants de pâtes alimentaire.

Le cours du blé a quasiment été multiplié par deux, le maïs par 3, le riz grimpe aussi. Le cours du sucre et des huiles végétales a aussi fortement progressé. Beaucoup de prévisionnistes annoncent la fin de la « nourriture bon marché ».

Énergies :

L'électricité s'est envolée, le gaz naturel multiplié par 2, le pétrole, le gaz et ses dérivés (plastiques, polyuréthane...), idem. Le prix des engrais a explosé, multiplié par 4 !

Quelles sont les conséquences ?

Les entreprises françaises sont mises à mal ; je connais un négociant en bois qui envisage de cesser ses activités car il n'arrive plus à s'approvisionner alors qu'il fait ce métier depuis des dizaines d'années. Nombre d'artisans vont se trouver en difficulté, confrontés à l'augmentation du prix des matières premières.

Les montants des devis et les délais de livraison ne sont plus tenables.

59 % des entreprises sont impactées par la hausse du prix des matières premières, avec la moitié du temps une impossibilité de répercuter cette hausse sur le prix de vente. Ce phénomène a un impact non négligeable sur la trésorerie des PME !

Elles sont obligées de rogner leurs marges comme nombre d'entreprises.

D'autres augmentent leur prix tout en espérant que les clients ne décrocheront pas.

Pour nous, les particuliers, c'est l'augmentation des prix de l'énergie, des produits électroniques, du prix de la construction, de certaines denrées alimentaires.

Pour le moment, les plus gros efforts sont réalisés par les entreprises pour protéger les consommateurs de la hausse des prix. La donne risque néanmoins de changer si le phénomène s'inscrit dans le temps long.

Quelles en sont les causes et quel avenir se profile ?

Les causes sont à la fois structurelles et conjoncturelles.

Conjoncturelles :

– Le covid ou du moins les confinements sont plus ou moins derrière nous, l'économie est repartie sur des chapeaux de roue entraînant une surchauffe dans tous les secteurs ;

– Les aléas climatiques ont grevé la production de blé, de maïs et d'autres produits agricoles ;

– Les tensions géopolitiques et l'[ouragan Ida](#) dans le golfe du Mexique et en Louisiane font monter le prix du brut et du gaz.

Structurelles :

– La demande est de plus en plus forte : des pays comme la Chine ou l'Inde ont une consommation intérieure en flèche. Cette apparition d'une classe moyenne qui se compte en centaines de millions d'individus crée des tensions durables dans tous les secteurs et notamment celui des produits pétroliers. La croissance de la consommation de la Chine et de l'Inde en pétrole, depuis les années 80 est vertigineuse et

loin d'être terminée. De même le fort dynamisme de l'économie américaine engendre également des tensions sur les matières premières (bois...) ;

– La production agricole connaît une stagnation voire une baisse de rendement depuis une dizaine d'années. Le modèle labour, engrais, pesticides fonctionne de moins en moins bien, il entraîne un appauvrissement des sols et la disparition par l'érosion des terres fertiles. Il existe par ailleurs une forte corrélation entre le prix de l'énergie, des engrais et le prix des denrées alimentaires ;

– Les choix de « transition écologique » ainsi que la digitalisation de l'économie (e-commerce, 5G) nécessitent des investissements colossaux, gourmands en énergie, métaux rares, silicium et produits électroniques (éoliennes, voitures électriques, panneaux solaires...) ;

– Il y a également des manques de main-d'œuvre qualifiée. Les résultats de l'enquête menée du 18 au 31 août par la CPME auprès de 1153 dirigeants de TPE-PME confirment une tendance qui s'est accentuée dans la crise : 44 % des dirigeants font face à des difficultés de recrutement, 57 % déclarant même avoir dû renoncer à des marchés ou à des projets. Les secteurs du bâtiment, de la restauration et de l'industrie sont particulièrement concernés par cette pénurie de main-d'œuvre ;

– Pour finir : le prix du fret (le transport des marchandises) a triplé. La généralisation de la vente en ligne (Amazon) a démultiplié la demande de transport de marchandises. L'épisode du bouchon du canal de Suez ainsi que la fermeture durant deux semaines en mai du plus important port chinois (celui de Yantian près de Shenzhen) ont révélé la fragilité des réseaux d'échanges internationaux.

En conclusion il semble que la volatilité des cours n'est pas prête à s'arrêter. Cette crise révèle la grande dépendance de la France vis-à-vis d'autres pays dans des secteurs comme

l'énergie, les engrais, l'électronique, les pièces détachées, les médicaments, etc.

Les prix des matières premières vont-ils continuer d'augmenter ? La réponse est oui. En effet, la demande va rester durablement supérieure à l'offre. Les pénuries vont rester importantes pour l'ensemble des matières premières ainsi que pour la main-d'œuvre.

Si le gouvernement essaie de limiter la casse avant les présidentielles, l'après-élection risque d'être très douloureux pour le consommateur et le contribuable.

**Christophe Sévérac**